

L'élection de Joe Biden, une chance économique pour l'Europe

Après quatre ans de présidence par Donald Trump, Joe Biden, le nouveau président des Etats-Unis, a pris ses fonctions le 20 janvier 2021. Marqués par une économie à la peine et une pandémie non jugulée, les Etats-Unis ont engagé de fortes dépenses d'urgence de lutte contre le Covid-19 et ses effets économiques et sociaux. Le programme de Joe Biden se centre sur les classes moyennes et prévoit des plans très ambitieux de relance de l'industrie et de verdissement de l'économie. Dans une certaine mesure, l'agenda de Biden représente une chance pour l'Europe qui pourrait bénéficier, par rapport à une situation de *statu quo*, d'une politique plus ouverte et plus multilatérale.

Un gigantesque plan de relance centré notamment sur les classes moyennes

La pandémie a touché fortement une économie américaine florissante en 2019 (dernières années Obama dynamiques, importantes dépenses budgétaires fédérales sous la présidence de Donald Trump), avec une contraction historique de 32 % du PIB des Etats-Unis (US) au second trimestre 2020, et une poussée historique du chômage, passé d'un taux historique bas de 3,5 % en février 2020 à 14,7 % en avril. Si l'économie US a fortement rebondi au troisième trimestre (avec une croissance de 33 % par rapport au trimestre précédent), seule la moitié des emplois détruits a été retrouvée en novembre 2020. Le taux de chômage a fortement décliné mais s'établit encore à 6,7 % en novembre.

La pandémie a durement accru le déficit US, qui a triplé de 2019 à 2020, passant de 1 000 Mds \$ à 3 000 Mds \$ du fait des dépenses liées au Covid-19. En mars 2020, le congrès des Etats-Unis s'est accordé sur le *Cares Act*, gigantesque plan d'urgence bipartisan de 2 200 Mds \$.

En plus de la pandémie et du nécessaire redémarrage de l'économie, les Etats-Unis affrontent de manière plus structurelle des enjeux importants :

- *Les inégalités* : en 2019, le centile supérieur de la distribution des revenus détient un peu plus de 20 % du revenu national (source : *the World Inequality database*).
- *Le système de santé* : l'*Obamacare* a apporté malgré ses manques une amélioration significative de la couverture maladie de la population américaine, mais reste contesté par une part importante des Républicains.
- *La maîtrise de la dette publique* : elle s'est creusée de 7 000 Mds \$ sous Trump.
- *L'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique* : Trump a fait sortir, comme il l'avait promis, les Etats-Unis de l'accord de Paris.

Le programme de Joe Biden prévoit une très forte relance économique de l'industrie américaine (700 Mds \$) via des investissements massifs, insistant notamment sur les infrastructures, le verdissement de l'économie et l'énergie verte (2 000 Mds \$ sur 4 ans), concrétisant le *Green New Deal* des démocrates.

La mise en œuvre de son programme entraînera un changement important de politique fiscale (augmentation des impôts des plus hauts revenus, relèvement des impôts des entreprises), dont les classes moyennes seraient les bénéficiaires (par exemple à travers différentes mesures de crédit d'impôt). Ces investissements et mesures visent, selon Biden, à créer des millions d'emplois de qualité (et « *syndiqués* ») afin d'« *élargir la classe moyenne* ».

Deux mesures du programme de Joe Biden rompent encore plus fortement avec la doctrine prévalant sous la présidence Trump : la hausse du salaire minimum et le soutien au syndicalisme. En

effet, le président Biden a proposé de doubler le salaire minimum fédéral afin de fournir aux travailleurs « *une rémunération décente* », qui passerait ainsi de 7,25 à 15 \$ de l'heure, dans un pays où [le salaire minimum varie pour l'instant varie du simple au double selon les Etats](#). Par ailleurs, alors que le taux de syndicalisation a beaucoup baissé sur les 35 dernières années, passant de 20,3 % à 10,3 %, Joe Biden s'est engagé à être « *le président le plus pro-syndicats que vous ayez jamais vu* ». Face à un constat d'attaques très fortes contre les syndicats menées par certains Etats ou certaines entreprises et qui ont entraîné « *l'augmentation des inégalités de revenus (...) l'exploitation des travailleurs, et affaibli la voix des travailleurs* », il souhaite encourager la syndicalisation et la négociation collective, notamment [à l'aide d'une législation modifiée et adaptée](#).

La maîtrise du Sénat américain par les démocrates depuis le 6 janvier 2021 sera un élément facilitateur majeur pour la mise en œuvre de cet agenda. Une maîtrise rapide de l'épidémie, pour l'instant loin d'être acquise, favoriserait aussi la mise en œuvre du plan. La capacité à relancer fortement l'activité tout en accentuant les recettes budgétaires permettrait de dégager des marges de manœuvre et de baisser les tensions sur la dette publique.

Les évaluations du programme économique de Biden : une reprise forte de la croissance dès 2021

A la mi-janvier 2021, Goldman Sachs actualise à la hausse ses prévisions de croissance pour les Etats-Unis pour 2021, suite au programme additionnel par Biden de lutte contre le coronavirus et ses conséquences, incluant un chèque de 1 400 \$ par personne afin d'augmenter le revenu disponible. A la fin de l'année 2021, la croissance s'établirait maintenant à hauteur de 6,6 % (contre 6,4 % avant), et le taux de chômage passerait à 4,5 % (contre 4,8 % auparavant).

Une étude de [Moody's](#) de septembre 2020 se penche sur les conséquences macroéconomiques du programme des deux candidats Joe Biden et Donald Trump. Le scénario 3, soit l'élection de Joe Biden et le basculement du Sénat en faveur des démocrates, correspond aux meilleures perspectives économiques, avec une création de 18,6 millions d'emploi, un retour au quasi plein emploi (taux de chômage à 4 %) dès 2023, ainsi qu'une augmentation moyenne annuelle du revenu des ménages à la fin de mandat de Biden de 4 800 \$. Moody's calcule que sur la période 2021-2024, la croissance économique est tirée par l'importance des dépenses publiques de près de 4 000 Mds \$, notamment via le déficit important engendré (2 506 Mds \$). La continuité des dépenses jusqu'en 2030, notamment à destination d'investissement en infrastructures, assurerait une croissance plus forte et le maintien d'un « plein emploi » sur la deuxième partie de la décennie, tout en élevant les dépenses fédérales à 7 269 Mds \$ sur 2021-2030 (le déficit se creuserait à 3 170 \$, avec une dette fédérale passant de 108 % en 2021 à 130 % en 2030). Moody's considère que les bénéfices de la croissance de long terme compensent les coûts d'une augmentation du taux d'imposition sur les sociétés.

Une analyse de la [Hoover Institution](#) (octobre 2020) conclut au contraire à des effets macroéconomiques de la politique de Biden légèrement négatifs par rapport à une continuation de la politique menée sous Trump. Les effets de long terme présenteraient une baisse de l'emploi total de 3 % (soit près de 5 millions d'emplois), une réduction du PIB par tête de 8 %, ainsi qu'une baisse de la consommation par ménage de 7 %. Ces résultats résulteraient du renchérissement du prix des transports et de l'électricité (dû à une politique plus verte - dont l'abandon progressif des énergies fossiles ?), de la hausse du [coin fiscal](#) et de l'imposition du capital. Cette étude a été critiquée par de [nombreux économistes](#), qui soulignent qu'une partie des hausses fiscales à partir de 2026 attribuées à Biden dans l'estimation de la Hoover Institution résultent en fait d'un accord du Congrès et du Président Trump qui prévoit que la plupart des réductions d'impôts de 2017 prendront fin en 2026.

Quels effets de l'agenda de Biden pour l'Union Européenne et la France ?

Les enjeux potentiels pour la France et l'Europe de la politique de Biden sont loin d'être négligeables. Les Etats-Unis représentent la première source d'exportation des produits européens et l'UE et la France bénéficient d'un excédent commercial avec les US, respectivement de 81,2 Mds € et 3 Mds € en 2019 ([DG Trésor, 2020](#)). De bons résultats économiques américains tireraient, mécaniquement, l'activité économique au sein de la zone UE.

De manière générale, les États-Unis sont susceptibles de pratiquer une politique étrangère et commerciale plus emprunte de multilatéralisme, bien que sur certains points [l'administration Biden conserverait certainement une assez forte continuité avec les pratiques de l'administration Trump](#) : peu d'inflexion envers la Chine, ou la défense avant tout des intérêts américains (un exemple récent [ici](#)).

Avec son choix de promouvoir les énergies fossiles (le pétrole en particulier), Donald Trump a permis aux Etats-Unis d'augmenter leur production de pétrole et de gaz naturel, devenant ainsi le premier pays producteur de pétrole, ce qui a contribué à la baisse des cours du brut. L'élection de Biden peut avoir comme conséquence de moyen terme d'augmenter les prix du pétrole, mais [l'économie française est sans doute moins dépendante du pétrole qu'elle ne l'a été](#), ce qui limiterait fortement cet impact.

Le président Biden soutiendra la lutte contre le réchauffement climatique. Il a déjà fait revenir les États-Unis dans l'accord de Paris : cela permettrait un consensus plus large sur la mise en place de politiques de transition vers des économies vertes et à bas carbone, mettant progressivement fin à l'exploitation et l'utilisation des énergies fossiles. Cela favoriserait grandement l'atteinte de l'objectif central de [limitation du réchauffement climatique à + 1,5°C](#) poursuivi par les nations signataires de l'accord de Paris.

Les relations commerciales transatlantiques pourraient aussi être plus apaisées sous la présidence Biden : après un accord sur la réduction des droits de douanes sur certains produits américains et européens à l'été 2020 et un contentieux en cours de traitement lié aux subventions US reçues par Boeing, la promotion du dialogue entre les deux zones UE et US pourrait bénéficier aux échanges commerciaux.

Mais des divergences peuvent poindre, notamment concernant la taxation des GAFAM, un contentieux opposant la France et les Etats-Unis depuis quelques années. De nombreux observateurs restent aussi prudents sur la possibilité de baisse des droits de douane imposés sur les produits européens (comme sur l'acier, l'aluminium, ou le vin), qui pourrait aller à l'encontre des intérêts de la classe moyenne américaine, cœur de cible affiché du programme de Biden. Cependant, l'alliance recherchée de Joe Biden avec l'Europe pour mener un front commun contre la Chine sur le plan commercial pourrait favoriser un tel assouplissement.

Une prise de position commerciale plus ferme de l'Europe envers la Chine pourrait en effet favoriser à terme, la relocalisation et la ré-internalisation de produits finis ou intermédiaires fabriqués en Chine, ce qui peut paraître cohérent avec l'objectif de la France (transparaissant notamment dans son Plan de relance post-premier confinement) de retrouver une souveraineté industrielle.

Enfin, la promotion des valeurs démocratiques, mises au premier plan par le président Biden (notamment à travers un « sommet des démocraties » à venir) peut également avoir des effets de renforcement des échanges bilatéraux US-UE et US-France.

Conclusion : à quelles conditions l'Europe et la France peuvent-elles bénéficier de la mise en œuvre de l'agenda de Biden ?

L'agenda de Biden semble représenter une chance pour la France et l'Europe : plus de multilatéralisme, le choix commun d'un verdissement de l'économie, un front commun et lisible envers la Chine.

Les retombées de la politique américaine pour l'Europe comme pour la France dépendront aussi de la capacité de l'UE à peser et à s'affirmer face aux Etats-Unis et aux puissances montantes (Inde, Chine), condition pour tirer le maximum d'effets positifs de l'agenda de Biden.

Aux Etats-Unis comme en Europe, le verdissement de l'économie et de l'énergie se heurtera à des oppositions fortes de la part des employés et des syndicats des secteurs qui disparaîtraient ou muteraient fortement en conséquence. Ces évolutions ne seront acceptées et fluides que si elles s'accompagnent de mesures de transition en faveur des salariés des secteurs concernés, équitables, fortes et prises par anticipation, qui restent largement à inventer.